

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE
 QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	81 55	» 05 »
3 0/0 amortiss. ..	83 15	» 05 »
4 1/2 0/0 1883 ..	100 35	» 10 »
Cons. anglais ..	100 1/16	» 05 »
Italie	95 95	» 10 »
Flor. autric. (or).	89 3/4	» 1/4 »
Esp. Extér. nouv.	57 1/4	1/8 »
Egyptien 6 0/0 ..	333 75	» 05 »
Ch. Egyptiens ..	453 75	1 25 »
Turc 4 0/0 (nouv.)	17 »	» 05 »
Monnaie ottomane	543 75	» 05 »

PARIS, 3 SEPTEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Le ministre de l'intérieur s'est rendu directement à Toulon.
 L'expédition des affaires, en l'absence de M. Allain-Targé, est confiée à M. de Girardin, qui recevra au lieu et place du ministre.

Aujourd'hui, M. Carnéades, député, ancien préfet du Pas-de-Calais, fera à Arras, dans la salle du Théâtre, à 8 h. du soir, une conférence publique et gratuite sur la situation politique.
 Cette conférence sera présidée par M. Desprez, député.

Le préfet d'Alger vient d'adresser une circulaire aux sous-préfets, maires et administrateurs, au sujet de l'application de la loi sur les récidivistes dans le département.

EXTÉRIEUR

Vienne, 4 septembre.

Le *Fremdenblatt* déclare entièrement controuvé la nouvelle qu'à l'occasion de la présence de l'empereur aux manœuvres militaires en Slavonie, une députation de la Bosnie et de l'Herzégovine, en venant présenter ses hommages, demanderait l'annexion.

Le journal *Politik*, de Prague, dément la rumeur d'un prétendu arrangement conclu à Vienne relativement à l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Il ajoute que l'état actuel de ces pays ne sera changé en rien.

Berlin, 4 septembre.

Dans la partie intitulée : *La royauté espagnole et les îles Carolines*, la *Gazette de Voss* dit que le différend concernant les Carolines n'est que pour un petit nombre d'Espagnols, une question nationale.
 « Pour la plupart des Espagnols, ajoute le journal, quand, ce conflit n'est qu'une question de territoire, on du moins une question d'honneur et de gloire, par l'esprit de parti, ce n'est qu'en se plaçant à ce point de vue qu'on peut envisager les faits sous leur véritable jour ».

Grâce à la modification et aux tendances pacifiques de l'Allemagne, ce n'est pas l'effacement de l'Allemagne, mais la volonté de protéger, d'entourer, de défendre, de lui, la dynastie, le gouvernement espagnol contre tout danger, mais, d'un autre côté, le gouvernement allemand est résolu à ne pas permettre que le commerce de l'Allemagne dans les pays d'outre-mer soit privé, entièrement ou en partie, de sa liberté d'action et de ses moyens propres, à sauvegarder ses intérêts, à cause des luttes, que les partis soutiennent les uns contre les autres dans un pays étranger, et par suite de la revendication de droits surannés.
 La *Gazette nationale*, faisant allusion à la dépêche de Madrid, en date d'hier, dans laquelle on fait état de sentiments conciliants et amicaux de l'Allemagne, déclare que le gouvernement allemand n'aurait rien de l'expression, il y a quinze jours, sa conviction dans ces sentiments.
 Le journal berlinois ajoute que les sentiments dont il s'agit existent encore, comme le prouve le langage du gouvernement allemand, qui a déclaré être prêt à accepter un arbitrage.

INFORMATIONS

Aussitôt après le retour à Paris du ministre des affaires étrangères, c'est-à-dire à la fin de la semaine prochaine, M. le baron de Ring, directeur de la politique au quai d'Orsay, va prendre un congé de quelques jours.

On se rappelle qu'à l'avenement de M. de Freycinet, M. le baron de Ring fut chargé, à titre provisoire, de la direction politique. Comme nous l'avons prévu, ce provisoire est devenu définitif, et le prédécesseur de M. de Ring, M. Billot, ne reprendra certainement pas possession de ses anciennes fonctions.

M. Billot se bornera à présider la conférence internationale de Suez, conférence qui, suivant les prévisions, reprendra ses séances à Paris vers le 15 octobre prochain, afin d'élaborer ce fameux règlement sur la neutralité du canal.

C'est comment qualifier l'ontocendance du *Tim* es, affirmant que Sir Robert Hart n'a pris aucune part à l'élaboration du traité d'alliance défensive qui vient d'être conclu entre l'Angleterre et le Céleste Empire !

Tous ceux qui sont au courant des affaires chinoises se verraient dire que Sir Robert Hart n'a exerce pendant quelque temps les fonctions de ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Pékin que pour arracher à la Chine ce traité.

LA PATRIE

Le ministre peut dire : « Croyez-moi, je suis ministre ! »

Et le prétre ne peut pas dire : « Croyez-moi, je suis prêtre ! »

La mission spéciale qui lui avait été confiée une fois remplie, Sir Robert Hart, qui est un homme positif, a dit adieu à la diplomatie pour reprendre sa haute situation dans les douanes chinoises, d'où il continuera à veiller en fils dévoué aux intérêts de l'Angleterre.

Voilà tout le secret de la comédie.

L'architecte du Palais-Bourbon, M. de Jolly, vient de commander les 27 fauteuils supplémentaires qui doivent recevoir les nouveaux députés. Pour les caser, on se bornera à serrer les rangs de manière à loger, tant bien que mal, les arrivants.

Il s'agit de l'œuvre d'un jour ou l'autre on en revint au projet de M. Gambetta. Ce projet consistait à construire un vaste palais qui aurait contenu, à la fois, une salle pour le Sénat, une pour la Chambre des députés, enfin une autre pour le Congrès.

Il est certain, en effet, que le Congrès qui se réunira au mois de décembre prochain pour procéder à l'élection du président de la République devra, comme l'an dernier, se transporter à Versailles.

C'est ce que l'on voudrait éviter dans l'avenir.

M. Jules Grévy quittera Mont-sous-Vaudrey le 28 septembre courant, pour revenir à Paris.

Constitutionnel jusqu'au bout, le président de la République tient à se trouver au palais de l'Élysée quelques jours avant le scrutin du 4 octobre prochain.

Ajoutons qu'il sera précédé à Paris par la plupart des ambassadeurs étrangers, qui veulent se tenir au courant des divers incidents de la période électorale.

Le retour anticipé à leur poste des représentants des puissances indique l'importance que l'on attache, à l'étranger, aux scrutins du 4 octobre.

AVIS AUX ÉLECTEURS

Ce qu'un ménage français paie au fisc

Le budget, tant ordinaire qu'extraordinaire de 1884, avait été fixé par les Chambres à 3 milliards 282 millions.

C'était 410 fr. que chaque famille avait à solder, en moyenne, pour sa quote-part dans les dépenses publiques.

Cette somme, si élevée pourtant, n'a pas paru suffisante à nos ministres. Ils y ont fait ajouter 194 millions de crédits supplémentaires, soit une nouvelle surcharge de 24 fr. par famille.

C'est donc 434 francs qu'a coûtés, l'an dernier, à chaque ménage français, le bonheur d'avoir été gouverné par les opportunistes.

M. Goblet, ministre de l'instruction publique et des cultes, vient d'adresser la circulaire suivante à NN. SS. les évêques :

Paris, 1^{er} septembre 1885.
 Monsieur l'évêque,
 Au moment où va s'ouvrir la période électorale, je crois devoir appeler votre attention sur l'attitude qu'il convient, aujourd'hui plus que jamais, de recommander aux membres de votre clergé.

Citoyens et contribuables, les ministres du culte ont assurément, comme tous les électeurs, la liberté de leurs opinions et de leur vote.

Mais l'influence même que leurs fonctions leur donnent sur leurs populations, la nature particulière de l'autorité qu'ils exercent sur les consciences, leur commandent, dans l'exercice de ces droits civiques, une réserve qu'ils ne sauraient oublier qu'au détriment de la paix publique. Ils ne pourraient dans les actes de leur ministère, sortir de la neutralité la plus rigoureuse, ni se prévaloir de leur qualité pour intervenir dans les luttes électorales, sans manquer à leurs devoirs envers l'État et sans compromettre leur caractère et les intérêts religieux dont ils ont la garde.

Je n'hésite pas à penser, monsieur l'évêque, que le gouvernement peut compter sur votre sagesse et votre dévouement au bien public, pour rappeler en cette circonstance aux membres de votre clergé, avec l'autorité qui vous appartient, les règles de conduite dont vous devez vous souvenir comme moi de ne pas les voir s'écarter.

Je vous serai reconnaissant de vouloir bien m'accuser réception de la présente communication.

Agnez, monsieur l'évêque, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,
 René GODEFROY.

Nous ferons remarquer que les ministres de la République, qui refusent aux prêtres le titre de Monseigneur, acceptent très volontiers le titre d'Excellence.

Pourquoi est-il, aujourd'hui plus que jamais, nécessaire d'appeler l'attention de l'évêque sur l'attitude du clergé ?

Il nous semble que cette attitude est plus que jamais correcte, et ce : « plus que jamais » nous paraît révéler de vives inquiétudes ministérielles.

M. Goblet veut bien reconnaître que les ministres du culte ont des droits électoraux égaux à ceux des autres contribuables, mais il leur est défendu d'exercer leur influence sur les électeurs.

Comment ! un ministre, un sous-secrétaire d'État, un sénateur, fût-il général, en chef d'usine, peuvent user de leur influence sur leur personnel, leurs subordonnés, et le prêtre, par cela seul qu'il est prêtre, ne pourra pas parler aux électeurs !

Comment ! M. J. Ferry se prévalant de son titre d'ancien président du conseil, pour intervenir dans les luttes électorales, et un prêtre ne pourra pas invoquer son caractère en témoignage de sa loyauté !

Que dans l'exercice de leur ministère, la réserve leur soit indiquée, d'accord ; mais, en dehors, leurs droits sont identiques à ceux de M. Goblet lui-même.

Eccle iterum Crispinus

« Le comité central républicain se réunira demain pour arrêter les bases d'un programme définitif. »

Tous les deux jours, cette petite note paraît simultanément dans une dizaine de journaux se rattachant à des opinions diverses.

Cela calme les impatients, rassure les timorés, fortifie les indécis.

« Le comité central républicain se réunira » : cela suffit à beaucoup. Du moment où il se réunit, il va sans dire qu'il travaille et fait de bonne besogne.

On vit quelques jours, peut-être quelques semaines sur cette annonce. Cependant, il est des esprits mal équilibrés qui prétendent voir le fond des choses et se renseigner sur ce qu'ils intéressent.

Ceux-là s'informent, interrogent et, le plus souvent, provoquent la dislocation de ce comité qui doit toujours se réunir demain.

Le comité Spuller a été victime de cette indiscrète curiosité. Sommé de se réunir, il a dû s'incliner, élaborer un programme avec clauses réservées et engagements provisoires ; après quoi, il s'est dispersé, après avoir déposé mystérieusement son programme chez M^e Ducloux, notaire à Paris.

Le temps de changer de veste, et le comité Spuller reparait en scène.

Cette fois, il emprunte aux radicaux la tête fluviale de M. Tolain ; il parle en roulant les r, mais continue à ne pas réviser le programme dont il annonce chaque jour l'apparition.

M. Tolain, il est vrai, raconte volontiers le programme à ceux qui ne dédaignent pas de l'interroger, et Tolain n'y va pas de main morte : il sépare l'Eglise de l'État, il révoquera à rien le service militaire ; il révisera la Constitution ; il modifiera l'assiette de l'impôt ; enfin, il augmentera les salaires des ouvriers, tout en doublant les bénéfices des patrons.

Si M. Tolain ne promet pas la lune aux électeurs, c'est que cet astre a été tellement troué, depuis quelques années, par les financiers de la République, qu'il ne se distingue pas essentiellement d'une écume.

Les opportunistes, cela va sans dire, acceptent ce programme *parlé* qui ne les engage pas autrement, d'ailleurs, ils se proposent de ne point appliquer après l'avoir signé.

On est opportuniste ou on ne l'est pas. Or, il tombe sous le sens qu'à la veille d'élections générales, il est opportun de promettre plus de beurre que de pain ; il est opportun de promettre le beurre et de réduire considérablement le pain.

Si le comité central, dit comité Tolain, successeur de Spuller, ne peut aboutir, il disparaîtra de nouveau dans la coulisse et réapparaîtra sous la forme gracieuse et claudicante de M. Benjamin Raspail.

Et le chef opportuniste chantera les louanges du radicalisme intrépidement, comme il proclame aujourd'hui les mérites du radicalisme coulant, comme il vantait hier les vertus du républicanisme autoritaire, vénal et tripoteur d'affaires.

Ces gens-là se montrent peu regardants sur les moyens : le but seul leur importe. But sacré : le pouvoir, les aventures coloniales, les exploitations de mines et de chemins de fer — surtout les pots-de-vin !

Les blés d'Amérique

Il nous faut revenir pour la quatrième fois sur la question des blés d'Amérique, achetés pour le compte des ministres de la guerre et de la marine.

Hier, le gouvernement faisait publier par l'agence Havas une note ayant pour but d'expliquer et de justifier cette mesure contre laquelle l'agriculture proteste.

Cette note ne justifiait rien comme nous l'avons démontré.

Aujourd'hui, de plus en plus ému de l'effet désastreux que ladite mesure a produit, le gouvernement prend de nouveau la parole.

Voici la note que nous trouvons dans le compte rendu de la séance du conseil des ministres :

« M. Hervé-Mangon a lu en conseil la correspondance qu'il a eue avec le ministre de la guerre et celui de la marine au sujet d'achats de blés étrangers pour les fournitures militaires. Toutes les mesures sont prises pour que l'agriculture nationale n'ait pas à redouter de se voir enlever le privilège légitime de fournir aux armées de terre et de mer les grains dont elles ont besoin. »

Cette déclaration, qui a pour but de calmer l'émotion ressentie dans le monde agricole, est encore moins acceptable que la communication de l'agence Havas.

Elle ne répond à aucune objection, elle ne donne aucune garantie aux agriculteurs.

De quelles mesures le gouvernement veut-il parler ? Qu'il les fasse connaître, qu'on sache ce qu'elles valent.

Et d'ailleurs, ce n'est pas la première fois que le gouvernement tient ce langage.

En 1881 et en 1882, à l'époque des élections, l'administration faisait les mêmes déclarations, prenait les mêmes engagements, suivant l'habitude du gouvernement républicain, n'en tenait aucun compte.

Aujourd'hui comme il y a quatre ans, il ne faut voir là qu'une manœuvre électorale destinée à donner le change aux intéressés.

Les agriculteurs ne s'y laisseront pas prendre ; ils travailleront d'eux-mêmes au relèvement de l'agriculture nationale, en ne comptant que sur leurs seuls efforts et sur le patriotisme du paysan, et se diront que le temps des crédulités est passé. Ils savent par expérience que des déclarations et des promesses du gouvernement on peut dire : autant en emporte le vent... électoral.

L'autre jour, des habitants de la Bernerie (Loire-inférieure), passant devant la mairie, entendirent les mots : « canaille, scélérat, voyou ! » se croiser dans l'air à travers les croisées de l'édifice municipal.

— Qu'y a-t-il ? demanda l'un d'eux.
 — Ça n'est rien, répondit un autre : il y a aujourd'hui séance au conseil municipal.

« C'était vrai, Voici ce qui se passait : Au cours de la séance, M. Donio, instituteur laïque, qui remplit les fonctions de secrétaire du conseil et prend part aux délibérations, sans en avoir le moindre droit, s'est mis en colère et a traité un conseiller municipal de canaille et de scélérat. Le maire, ami intime du maître d'école, ne paraissant pas vouloir l'expulser de la salle de la mairie, le conseil municipal fit mine de vouloir lever la séance et força ainsi le citoyen Donio à présenter ses excuses au conseiller insulté. Une fois les excuses faites, la discussion recommença de plus belle, et les passants, arrivés sous les fenêtres de la mairie, entendirent les épithètes de canaille, scélérat et voyou que les mandataires du peuple universel, dit l'Esperance du peuple, se jetaient à la face. »

CHRONIQUE ÉLECTORALE

EN BRETAGNE

Nous recevons des départements bretons des renseignements qui confirment et complètent ce que nous avons dit déjà, relativement aux difficultés de conclure la coalition conservatrice. Les exigences des royalistes sont absolument excessives dans cette région ; comme ils croient y posséder une situation tout à fait prépondérante, ils affectent de laisser de côté les autres conservateurs : peut-être s'exagèrent-ils leur influence, et le fameux système auquel ils se sont arrêtés pourrait bien leur préparer des déceptions au jour du scrutin ; ils ne devront alors s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Quoi qu'il en soit, les royalistes visent à écarter absolument nos amis, dans le Morbihan et les Côtes-du-Nord ; ils figurent seuls sur les listes dans ces deux départements, à l'exclusion des impérialistes.

Voici, maintenant, ce qui se passe dans le Finistère et l'Ille-et-Vilaine.

FINISTÈRE. — On nous écrit :

L'ancien comité légitimiste du Finistère estimait que le département tout entier appartenait à son opinion, et qu'il ne s'y trouvait aucun conservateur fidèle à la doctrine napoléonienne. Ce comité, depuis longtemps dissous, a été remplacé par des royalistes moins aveugles et plus sages, qui n'ont pas hésité à reconnaître qu'en fait l'élément bonapartiste ne constituait pas dans l'Ouest, dans le Finistère notamment, une quantité négligeable, et par conséquent, sans droit à une représentation. Il a donc été décidé que trois sièges sur dix seraient attribués aux bonapartistes. C'est pour notre parti un résultat acquis, dont nous apprécions la valeur et la portée, mais qui est peut-être permis de trouver peu en rapport avec son importance numérique et morale, dans le département du Finistère.

La *Patrie* a déjà fait observer, lorsqu'elle fut combattue les velléités d'exclusivisme et d'intolérance politique manifestées par certains royalistes : Depuis 1870, et, incontestablement, depuis la mort du comte de Chambord, toutes les élections du Finistère, quand elles ont donné gain de cause à des royalistes plus ou moins avérés, ont eu surtout un caractère de conservation sociale et religieuse, et faisaient, en quelque sorte, abstraction des liens qui pouvaient rattacher les candidats à un parti politique déterminé, et, en particulier, au parti monarchiste. Le type des élections dans cette région, nous le trouvons dans la candidature toujours heureuse de Mgr Freppel. C'est parce qu'il est évêque, et parce qu'il s'est montré, publiquement, dans ses rapports avec ses électeurs, à se déclarer le champion résolu de la conservation sociale et religieuse, que l'éminent prélat a remporté les étonnantes majorités que l'on sait.

C'est l'affirmation des bons juges, des observateurs impartiaux, et qui connaissent de longue date le corps électoral, que nous nous bornons à enregistrer ici : enlevés aux élections conservatrices du Finistère le caractère qu'elles ont conservé jusqu'ici, donnez aux candidats une étiquette politique, et vous verrez, à coup sûr, dans la plupart des circonscriptions, les candidats bonapartistes battre, presque sans peine, leurs concurrents monarchistes.

Le vivant du comte de Chambord, ce résultat se fût produit. Que serait-ce aujourd'hui ? Ce n'est pas à dire que la représentation conservatrice du département serait exclusivement bonapartiste ; certaines régions sont liées, en effet, par des rapports personnels plutôt

que politiques, à des personnages royalistes ; mais, en somme, les monarchistes seraient en infime minorité.

Ces considérations nous amènent à dire, en guise de conclusion, que le parti bonapartiste avait le droit d'exiger plus de trois sièges sur dix qui sont attribués au Finistère, et qu'en demandant cinq places, il n'eût pas affiché une prétention exorbitante.

Envisagée au point de vue conservateur, la situation politique des autres départements de l'Ouest est la même que celle du Finistère. Partout, les candidats napoléoniens ont droit à une large place dans la représentation. La leur refuser serait une faute politique parfois irréparable, parce que les noms affiliés au parti de l'Appel au peuple entraîneraient en faveur des candidats monarchistes, qui sont, on le sait, moins populaires, les masses électorales. Ceux qui revendiquent les droits de la souveraineté nationale, ceux qui proclament tout haut que le peuple s'appartient et doit disposer librement de ses destinées trouveront dans toute la France plus d'écho que les hommes qui se réclament de princes héréditaires, malgré eux, de l'ancien régime.

ILLE-ET-VILAINE. — L'alliance est présentement rompue dans ce département. Les royalistes ayant formellement refusé de porter sur la liste un seul candidat représentant l'opinion impérialiste, le président du comité de l'Appel au peuple de Saint-Malo a adressé au président du comité royaliste de Rennes une lettre qui se termine ainsi :

« Nous avons pensé, monsieur le président, trouver dans le comité supérieur de Rennes des alliés, nous y rencontrons des adversaires ; ne soyez donc pas surpris si nous nous mettons en mesure de défendre les intérêts qui nous sont confiés, soit par d'autres alliances, soit par tous les moyens légaux que nous jugerons utiles à notre cause, au besoin en invitant les impérialistes à s'abstenir. »

Nous en rétorquons d'ailleurs au Comité de l'Appel au peuple, qui nous tracera la conduite à tenir dans cette pénible occurrence ; le pays jugera ensuite entre nous, qui avons offert une alliance sincère, et votre comité qui l'a repoussée.

Nous dégageons dès maintenant notre responsabilité des conséquences que peut amener la regrettable rupture des négociations. Puisse le comité que vous présidez n'avoir pas à reconnaître trop tard que, dans l'Ille-et-Vilaine, le parti impérialiste n'est pas une quantité négligeable... »

Comment nos amis des départements bretons ne seraient-ils pas profondément mécontents de l'attitude prise par les royalistes ?

Nous considérons comme un devoir absolu de défendre énergiquement et en toute occasion le principe de la souveraineté nationale. Aussi nous associons nous hautement aux protestations comme celles que nous venons de signaler.

Nous ne saurions admettre l'abandon ni l'oubli des droits représentés par ce mot « Appel au peuple. » C'est une responsabilité que, pour notre part, nous ne voulons prendre, ni vis-à-vis de notre parti, ni vis-à-vis du Prince dont nous défendons la cause.

M. le général de division Grévy, commandant l'artillerie de la place et des forts de Paris, membre du comité consultatif de l'artillerie, sénateur, et M. le général de brigade Cheval, commandant la brigade de cavalerie du 15^e corps d'armée, sont admis dans la 2^e section (réserve) du cadre de l'état-major général de l'armée.

M. de Freycinet est parti ce matin de Vevoy pour Mont-sous-Vaudrey, où il passera quelques jours avec sa famille chez M. Jules Grévy.

Dans les cercles officiels de Vienne, on assure que toutes les négociations pour le mariage de la fille du comte de Paris avec un archiduc d'Autriche sont rompues.

Le ministre de la guerre vient de donner des instructions aux commandants de corps d'armée pour que les militaires de tous grades puissent faire parvenir individuellement au journal la *France militaire*, 11, place Saint-André-des-Arts, à Paris, leur souscription pour le monument qui doit être érigé à la mémoire de l'héroïque sergent Bobillot mort des blessures, à la suite du siège de Tuyen Quan.

Un grand nombre de municipalités des villes de France ont voté des subventions en faveur de cette œuvre patriotique, et les souscriptions, qui s'élèvent déjà à plusieurs milliers de francs, seront centralisées à la Banque de France.

Déplacements princiers : L'empereur de Russie et sa suite sont attendus demain à Peterhof, retour de Kieff.

Le lendemain, la famille impériale s'embarque à bord du yacht *Derjava* pour Copenhague.

La musique de la garde et une nombreuse suite accompagneront Leurs Majestés.

Le prince Alexandre de Bulgarie, revenant des manœuvres de Pilsen, a fait un détour jusqu'à Franzensbad, où il a eu, à la gare, une entrevue avec M. de Giers.

Arrivé à Vienne, le prince a eu une longue conférence avec le prince Kalnoky.

Le prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne en France et futur gouverneur de l'Alsace-Lorraine, est arrivé à Saint-Petersbourg où il ne séjournera que deux jours et repartira ensuite pour Paris.

Le prince de Galles est arrivé hier à Stockholm ; il est parti avec le roi pour le château de Drottningholm.

Mgr de Ronde, nonce du Pape à Paris, est parti pour le Havre, où il va prendre quelques semaines de repos.

Convenons-en : nos ministres républicains, s'ils ruinent le pays par des prodigalités scandaleuses, par un gaspillage criminel, ne se ruinent pas eux-mêmes ; ils sont de générosité, témoins la conduite éblouissante de M. Demôle, ministre des travaux publics.

Ledit Demôle a, en effet, fait preuve

d'une libéralité remarquable à l'égard des employés de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, que le *Petit Marseillais* a cru de son devoir de relater, en publiant la lettre suivante qui renferme, en même temps qu'une leçon, un exemple bon à suivre :

Monsieur,
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la somme de 1 fr. 85, montant d'une gratification que m'a accordée M. le ministre des travaux publics, pour avoir accompagné le train dans lequel il se trouvait, lors de son dernier voyage à Marseille.
Je vous prie de vouloir bien faire parvenir cette somme, à laquelle j'ajoute 30 fr., à la commission de secours aux victimes du choléra.
Veuillez agréer, etc.

G. JAUSSEMAN,
mécanicien à la Compagnie P.-L.-M.

Ce mécanicien est un homme d'esprit; mais il nous étonnerait bien que M. Demôle demandât de l'avancement pour lui.

On annonce que M. Lepère, député de l'Yonne, est gravement malade; ses amis considèrent son état comme désespéré. Au temps où il était petit avocat sans cause, à Auxerre, et législateur avoué, M. Lepère suivait la procession aux côtés de son honorable père, conseiller de préfecture; il poussait même la galanterie chrétienne jusqu'à conduire à la messe Mme Gallot, femme du propriétaire de l'Yonne, journal bonapartiste religieux.

Depuis, M. Lepère est devenu républicain, député, sous-secrétaire d'Etat, ministre et libre-penseur.
Nous serions curieux de savoir, au cas où la mort s'abattrait sur M. Lepère, si le ferait enterrer civilement — et à Auxerre?

Hier, à la Madeleine, a été célébré, au milieu d'une nombreuse assistance, le mariage de M. Vinay, fils de l'ancien député de la Haute-Loire, avec Mlle Jeanne Croselle, fille de l'éminent géologue.

Aujourd'hui ont eu lieu, en l'église Saint-Sulpice, les obsèques de M. Egger, un milieu d'une assistance nombreuse d'amis et de parents.

Egger était aveugle depuis quelques années. Malgré cela, il rédigeait au moins quatre-vingt-dix pour cent des rapports sur les ouvrages présentés à l'Institut, dans la section des inscriptions et belles lettres, ainsi que la plupart des comptes rendus des séances.

Il était aidé dans ses travaux par sa fille dévouée qui lui servait de secrétaire.

La mort d'Egger est une grande perte pour la science, elle laisse un grand vide à l'Institut.

Sa succession sera un grand honneur pour celui qui sera appelé à le remplacer. Mais ce sera aussi une lourde tâche; il faudra un travailleur pour continuer les services rendus par l'illustre helléniste.

Egger a été, il y a quelque vingt ans, la terreur des candidats au baccalauréat. Il déconcertait ces malheureux par ses interrogations, il était particulièrement inexorable pour ceux qui lui paraissaient insuffisamment ferrés sur l'idiotisme de Démostène. Il n'admettait pas qu'un écolier témoignât un médiocre enthousiasme pour ces chères racines grecques, dont il avait des l'enfance consciencieusement pioché le jardin. C'est lui qui, étant professeur à Louis-le-Grand, eut un jour ce mot fameux adressé à un jeune homme qui, au retour de ses vacances, avait mal traduit un passage de Lucien :

— Qu'est-ce que vous avez donc fait de vos vacances?
— J'ai été en Suisse.
— Quand on est en vacances, mon jeune ami, on étudie le grec et l'on ne voyage pas. Ou, si l'on voyage, on va à Athènes.

On nous annonce la mort, à Santiago de Cuba, de Mme Périda d'Ojeda, mère de notre confrère Fernand Boudeville, belle-mère de M. G. de Bérard, consul de France à Santiago, et de M. A. Ponsignon, consul général de France à Cadix.

Une triste nouvelle nous est arrivée de Jersey :

M. Couche, ingénieur en chef du service des eaux de Paris, qui y était en villégiature, s'est noyé, lundi 31 août, en portant secours à son fils, âgé de quinze ans, qui se baignait et qui s'est noyé lui-même.

M. Couche était âgé de cinquante-trois ans. C'était un ingénieur éminent, le digne frère des deux ingénieurs qui ont joué un rôle considérable dans la création et le perfectionnement des chemins de fer français.

Son fils promettait de marcher sur ses traces; il venait d'obtenir huit nominations au grand concours et allait entrer en rhétorique.

M. Couche laisse une femme et une fille, qui ont été témoins du désastre et dont on peut se figurer le désespoir.

Le sloop anglais le *Mistoleto*, qui est venu au secours de M. Couche et de son fils, n'a pu que recueillir leurs cadavres. Dans la journée d'hier, le bureau du conseil municipal s'est réuni au domicile du défunt, boulevard Saint-Germain, cile du défunt, boulevard Saint-Germain, pour s'occuper. Les deux corps vont être ramenés à Paris; la cérémonie funèbre aura lieu demain probablement.

M. Charles Sallandrouze-Léonouze vient de mourir à Aubusson. Il était le fils de M. Jean Jacques Sallandrouze, qui fut l'élève de Villermain et de Victor Cousin avant de devenir un des principaux manufacturiers.

M. Charles Sallandrouze était l'ami de M. Léonore de Laverne et de M. Le Play, et il fut lui-même un des adeptes les plus dévoués de l'illustre fondateur de la science sociale.

Une rencontre à l'épée a eu lieu mardi dernier, dans le bois de Plédran, entre M. J. Martin et M. Paul Blason des Pierres, rédacteur en chef de l'*Indépendance bretonne*.

Après plusieurs passes, M. J. Martin ayant été blessé au bras et à la poitrine, les témoins, d'accord avec les médecins, ont mis fin au combat, en déclarant que l'honneur était satisfait.

Le motif de cette rencontre était une injure adressée publiquement à M. Blason des Pierres par M. Martin.

L'arme choisie était l'épée de combat,

avec faculté de se servir du gant d'armes à crispin. Les adversaires se sont battus nus jusqu'à la ceinture.

Une grande cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 10 septembre, au bureau de Sainte-Geneviève, à Nanterre. Cette cérémonie sera d'autant plus imposante que, depuis la désaffection du Panthéon, les pèlerins de Nanterre sont plus nombreux.

Chaque année, trois pèlerinages ont lieu au bureau de Sainte-Geneviève. Le 3 janvier, jour de la fête et pendant la neuvaine; le jour de la Pentecôte pour le couronnement de la rosière, qui perpétue le souvenir des vertus de Sainte-Geneviève, et pendant l'octave de l'Exaltation de la Sainte-Croix, en mémoire du calvaire érigé jadis sur le Mont-Valérien, territoire de Nanterre.

L'antique Sorbonne a été, cette année, le théâtre d'un fait assez rare à enregistrer.

Trois jeunes filles ont obtenu le diplôme du baccalauréat es sciences.

Toutes trois ont répondu avec succès à des interrogations sur la langue allemande. Deux d'entre elles ont tenu la tête, chacune dans la série, du concours de version latine.

Une a même été l'objet des félicitations de la Faculté.

Permettez-nous d'y joindre les nôtres, mesdemoiselles!

Dimanche prochain aura lieu, au parc de Saint-Maur, une grande fête aérostique.

Dans un louable but de patriotisme, il a été décidé que l'aérostat porterait le nom du sergent Bobillot, le jeune chef du génie tué à Tuyen-Quan, et que le dixième de la recette nette serait versé à la souscription ouverte pour élever un monument à sa mémoire.

Concert de une heure à cinq heures, par la fanfare municipale et huit sonneurs de trompes de chasse en costume de piqueurs.

Une dame sortant sa tête d'un fiacre et s'adressant au cocher :

— Cocher! quel est ce monsieur avec vous sur le siège?

— Un membre du conseil municipal; il a débaptisé toutes les rues. M'y reconnaitrait pas sans lui.

JOURNAUX ET REVUES

A la suite de critiques assez véhémentes, M. Bocher a adressé à la *Gazette de France* la lettre suivante :

Monsieur le directeur,
Vous vous étonnez peut-être que j'aie ignoré jusqu'à présent les attaques répétées dont j'ai été l'objet de la part de votre journal. C'est pourtant la vérité; et ce qui vous explique que j'aie seulement aujourd'hui de les relever.

Un motif d'oubli, auquel vous auriez pu peut-être avoir quelque égard, m'a tenu depuis plusieurs mois presque entièrement étranger aux affaires publiques, et m'a empêché d'exprimer les idées que vous me faites l'honneur de m'attribuer.

J'ai, il est vrai, présidé une réunion électorale dans le Calvados. C'est, paraît-il, l'alloctation que j'y ai prononcée, le 18 mai dernier, qui a servi de texte à vos violentes critiques.

Je vous demande de vouloir bien remettre sous les yeux de vos lecteurs le passage incriminé :

Pourquoi sommes-nous réunis en ce moment? Vous le savez. Les élections pour le renouvellement de la Chambre vont avoir lieu dans quelques mois, peut-être dans quelques semaines. Ce n'est pas à vous qui faites signifier l'importance.

Si, dans la lutte prochaine, les institutions elles-mêmes, et les grandes questions de la forme du gouvernement ne doivent pas être en jeu, la paix intérieure, la sécurité, la fortune, le sort même du pays peuvent en dépendre. Les électeurs auront à juger, l'espère à condamner le régime, la politique, les hommes qui, pour notre malheur, règnent depuis bientôt huit années.

Voilà, monsieur le directeur, tout ce que j'ai dit, pas autre chose. Et voilà ce qu'il vous présentez comme mon programme, recommandant aux royalistes le silence, l'effacement, la soumission aux institutions existantes; comme l'œuvre que Monsieur le Comte de Paris ne peut pas laisser s'accomplir sans amener la déroute la plus effrayante que la Monarchie ait subie depuis 1830.

Que le public auquel s'adresse la *Gazette de France*, connaissant mes paroles mûres, et sachant l'usage que vous en avez fait pour les besoins de votre polémique, soit juge de ce que valent vos griefs.

Agrez, monsieur le directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Ed. BOCHER.

Le journal royaliste répond longuement à ces reproches, et en termes très courtois, comme il convient entre gens bien élevés; mais après avoir établi qu'il n'a jamais manqué aux convenances à propos de M. Bocher et qu'elle a reproduit les paroles de son correspondant au 29 mai, la *Gazette de France* ajoute :

Ah! si M. Bocher avait eu la bonne pensée d'écrire le 23 mai : « Je suis presque entièrement étranger aux affaires publiques; quel service il eût rendu aux monarchistes! » Son silence est bien coupable.

Si l'on avait su que M. Bocher n'était sorti de son deuil, le 18 mai au matin, que pour prononcer cette allocution, mais qu'il y rentrait aussitôt après, le 18 mai au soir, nous n'aurions pas cherché à mettre M. le comte de Paris en garde contre un conseiller aussi dangereux.

Maintenant, reste une question; la plus grave de toutes : M. Bocher par sa lettre, découvre le Roi.

En disant qu'il n'est rien auprès de Celui qui a succédé à Monsieur le Comte de Chambord, il aurait pu indiquer quelques-unes des qualités qui le distinguent, dire comment sa nom et celui qui, après du Roi, n'est pas étranger aux affaires publiques.

A moins que l'intention de M. Bocher ne soit de faire entendre que, s'étant réfugié dans son deuil, personne ne peut être quel que chose lui absent.

Il faut cependant que les Français agissent, car la France est vivante.

La situation commande les clartés, car les périls sont pressants et les responsabilités sont graves.

— L'introduction en Alsace-Lorraine du *Courrier de la Moselle*, qui paraît à Nancy, vient d'être interdite par M. de Hofmann, qui exerce par intérim les fonctions de gouverneur général, en attendant l'entrée en fonctions définitive du nouveau statthalter.

Le *Courrier de la Moselle* paraissait

autrefois à Metz; mais il s'était transporté à Nancy, d'où le service était fait aux abonnés messins.

C'est ce journal qui avait soutenu la candidature de M. Antoine.

— Dans les cercles officiels de Saint-Petersbourg, on se montre très irrité contre le *Times*, le journal anglais ayant inséré ces jours derniers une lettre de M. S. Stepiak (ex-officier russe dont le nom véritable est Graefchinsky), lettre déclarant que les nihilistes ne désarment pas et signalant comme preuve de son dire les précautions prises par la police, à l'occasion de l'entrevue de Kremsier, pour protéger la personne du czar.

Il est question d'interdire au *Times* l'entrée de la Russie.

— A propos des oraisons funèbres improvisées ou lues par les prêtres, le *Figaro* raconte l'anecdote suivante :

Lacordaire lut à Notre-Dame l'oraison funèbre de Daniel O'Connell. Comme on s'étonnait devant lui qu'un maître improvisateur de sa taille eût pris, pour faire l'oraison funèbre d'O'Connell, le parti d'écrire et de lire ensuite, il répondit :

« J'ai fait en cela que suivre la tradition des docteurs et des maîtres. Bossuet improvisait au vent de son inspiration ses sermons et ses homélies, et il faisait des chefs-d'œuvre; mais il est de notoriété acquise qu'il écrivait et lisait ses oraisons. Les fameuses oraisons funèbres d'Henriette d'Angleterre, de la duchesse d'Orléans, du prince de Condé, ont été lues. »

Il est rare, par exemple, qu'une oraison funèbre soit apprise par cœur et récitée. Cela nécessite une mémoire prodigieuse, comme celle de Mgr Freppel.

— On sait que M. Léon Say était resté seul exécuter testamentaire de Victor Hugo. Le *Voltaire* assure que, ne pouvant consacrer à cette mission le temps nécessaire, M. Léon Say a fait pour le remplaçant M. G. Pallain, Victor Hugo ayant en effet autorisé dans ses dernières dispositions les exécuteurs testamentaires à transmettre leurs pouvoirs à une personne ayant leur confiance.

Le *Voltaire* ajoute les renseignements suivants :

La succession liquidée de Victor Hugo s'élève approximativement à la somme de cinq millions de francs. On pourra se faire une idée de la rapidité avec laquelle croissait la fortune du maître quand on saura que celui-ci réalisait, en 1834, quand cent mille francs de droits d'auteur.

Ajoutons que celui des testaments de Victor Hugo qui coulaient la clause d'un don de cinquante mille francs aux pauvres de Paris est en entier de son de main, qu'il est terminé et daté, *nil in hoc scripto*.

L'exécution de cette clause ne pourrait donc recevoir aucune sanction légale; mais nous croyons pouvoir assurer que les héritiers de l'illustre poète la tiennent pour valable et qu'ils se disposent à la remplir.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Allemagne
D'après la *Germania*, l'on peut s'attendre à une révision des lois de mai.

Il y a deux mois, on ne s'y attendait guère. Le chancelier modifiera sa politique électorale, parce qu'il y est forcé. Sa majorité parlementaire, qui n'a jamais été homogène, n'a pu se maintenir que par le concours du centre et de la gauche, qui ont entre franchement dans l'opposition en s'alliant aux progressistes. Ces derniers s'étant prononcés pour l'abrogation des dispositions exceptionnelles dont les catholiques déplorent l'inscription dans les lois de l'empire, le centre trouvait en eux un allié puissant pour obtenir enfin l'émancipation de l'Eglise.

M. de Bismarck, menacé d'être mis à tout propos en minorité, viendra à résipiscence. Le temps des promesses fallacieuses est passé; il ne ralliera le centre à ses projets qu'en lui accordant une révision complète de ces lois de mai, dont nous avons dit que la formation avait été due à des circonstances essentielles de l'Eglise. Avec le chancelier, la politique domine toujours et la seule pratique, la seule efficace, et nous félicitons le centre de s'y attacher résolument.

Berlin, 3 septembre.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, s'appuyant sur des renseignements qui lui ont été adressés directement de Bucharest par des personnes bien informées, déclare absolument dénuées de fondement les nouvelles publiées par les journaux de Bucharest, d'après lesquelles le gouvernement roumain aurait l'intention de contracter à Berlin un emprunt de 15 millions de marcs, surtout en vue de l'éventualité d'une guerre en Orient.

Le journal allemand dément en même temps la nouvelle d'après laquelle le gouvernement roumain aurait été autorisé, au sujet de cet emprunt, des négociations avec le gouvernement allemand.

Il dit que ces nouvelles ont été inventées en vue de surexciter l'opinion publique en Roumanie et d'inspirer de la méfiance envers le gouvernement de ce pays.

Angleterre
Londres, 4 septembre.

On mande du Caire au *Daily News*, le 3 septembre :

La colonie Chérasside télégraphie que Kassala ne s'est pas rendu.

Espagne
Madrid, 3 septembre, soir.

On n'a reçu ici aucune nouvelle des Philippines, relativement à l'arrivée des vaisseaux allemands dans les eaux de ce pays.

Il y a eu aujourd'hui à Madrid, 9 cas de choléra et 6 décès jusqu'à trois heures du soir.

États-Unis d'Amérique
New-York, 3 septembre, soir.

Un certain nombre de Chinois ayant été appelés pour remplacer les mineurs grévistes de race blanche dans les houillères de Rock-Springs (Wyoming), les blancs, armés de fusils, ont attaqué les Chinois, en ont tué quinze et brûlé quatre-vingt maisons.

Ils ont chassé, en outre, 500 Chinois dans les montagnes, où ces malheureux meurent de faim.

On prend des mesures pour leur envoyer des secours.

Les houillères de Rock-Springs appartiennent à l'Union Pacific Railway.

Suisse

L'épiscopat suisse doit se réunir à Fribourg le 7 septembre prochain, pour décider de l'érection d'une Université catholique dans cette ville. Les difficultés d'exécution sont nombreuses, mais seront, il faut l'espérer, surmontées, les intérêts catholiques étant intimement liés à l'œuvre projetée. Il faut souhaiter seulement qu'avant d'en ordonner la réalisation, l'on s'assure des voies et moyens nécessaires à toute œuvre de quelque durée. Sous ce rapport, l'expérience ne manque pas, toutes les Universités libres, sauf peut-être celle de

Lille, pourra avoir son utilité. Rien ne sert de se hâter; l'essentiel est de durer, quand il s'agit d'œuvres de longue haleine. Nous désirons vivement que les délibérations de la vénérable assemblée aboutissent à un résultat dont tous les catholiques se réjouiront, et dont profiteront un jour peut-être les catholiques de France.

LE CONFLIT HISPANO-ALLEMAND

La situation ne s'améliore pas. La note allemande arrivée hier, et discutée aujourd'hui en conseil de cabinet, a causé un grand désappointement.

M. E. Ducloux avait reçu du comte Benomar, la veille encore, l'assurance que le gouvernement allemand était animé des dispositions les plus conciliantes.

La note ne reflète pas ces sentiments, car il y est nettement déclaré que l'Allemagne ne reconnaît pas les droits de l'Espagne sur les îles Canaries.

La nouvelle que tout l'armée et la marine espagnoles ont l'intention d'abandonner un jour de pale pour faire face aux frais de construction d'un nouveau cuirassé a causé à Berlin une véritable surprise.

Les journaux allemands se raillent de ce mouvement patriotique; mais dans le monde politique on y attache une importance sérieuse comme symptôme; et, sans vouloir insinuer que l'Allemagne puisse avoir peur de l'Espagne, il est permis de croire que le gouvernement allemand cherche un prétexte pour se tirer de cette situation embarrassante et dangereuse.

La question d'un arbitrage n'est pas encore décidée; si l'Espagne refuse, on espère que cette décision se modifiera. Déjà même on écrit de Vienne que le roi Alphonse XII aurait sollicité les bons offices de la cour d'Autriche auprès de la cour de Berlin, pour démontrer à l'empereur Guillaume que l'Allemagne ne pourrait résister, au point de vue du maintien de la royauté en Espagne, des dispositions peu conciliantes de l'Allemagne dans la question des Canaries.

Ce serait à la suite de cette intervention officielle de l'Autriche qu'il aurait été décidé de donner le différend hispano-allemand à l'arbitrage du roi des Belges.

Discours de lord Churchill

Londres, 4 septembre.

Lord Randolph Churchill a prononcé, dans un banquet qui a eu lieu hier soir à Sheffield, un important discours.

« Lors de l'avènement des conservateurs au pouvoir, a-t-il dit, la question de la frontière d'Afghanistan se trouvait dans une impasse; la dernière dépêche échangée entre le cabinet de Londres et le cabinet de Saint-Petersbourg était conçue en termes très fermes, mais peu conciliants.

« Les tories croyant devoir éviter, si cela était humainement possible, la catastrophe d'une guerre, reprirent les négociations. Ces négociations ont été longues et laborieuses; lord R. Churchill croit pouvoir annoncer l'aveu d'une certaine confiance que le différend anglo-russe, concernant le défilé de Zulufcar, est enfin aplani. Le gouvernement russe a fait faire sur les lieux une nouvelle étude du territoire en litige, et cet examen lui a permis de proposer des modifications à la ligne qu'il indiquait primitivement.

« On a consulté lord Dufferin et le colonel Ridgway à ce sujet et tous les deux ont exprimé l'avis que la nouvelle ligne accordée à l'émir, avec une position dominante, la libre possession du défilé, et quelle satisfaisait à tous nos engagements envers l'émir. Il y a donc toute raison de croire que l'entente de la dernière difficulté sera poursuivie et achevée sans nouveau délai.

« Lord R. Churchill ajoute qu'il peut également s'attendre, sans perdre d'ailleurs confiance, à des changements dans les affaires de l'Asie centrale. Il exprime l'espoir, très justifié suivant lui, qu'il pourra avoir la députation sera favorable aux arrangements qui donneront un certain degré de stabilité et de sécurité à la situation actuelle de l'Asie centrale.

Toutefois des mesures de précaution, sans caractère provocateur à l'égard de la Russie, mais dictées par la simple prudence, telles que la formation d'un corps de troupes indigènes, augmentation et réorganisation des forces militaires de ce pays, seront activement poursuivies.

« Lord R. Churchill termine en exprimant la plus grande confiance dans l'émir. « A aucun allié, dit-il, ne saurait être plus loyal que l'émir envers l'Angleterre. »

ENCORE L'ÉVÊCHÉ DE LA BASSE-TERRE

Il est donc écrit que l'évêché de la Basse-Terre continuera, même après avoir été pourvu d'un titulaire, à être une cause de difficultés, et cela par la très grande faute de la Chambre dont le pays va être prochainement délié.

On n'a pas oublié qu'au cours de la discussion du budget, la majorité, qui veut complaire à M. Jules Roche, a supprimé, sans phrases, le traitement de l'évêque de la Basse-Terre. Le prétexte invoqué, l'appui de ce vote inique était que ce siège épiscopal, alors vacant, n'était pas concordataire, puisqu'il n'était pas daté pas de 1801. On a maintes fois fait justice de ce pitoyable argument.

Le cabinet Ferry, après quelques hésitations, et sans s'arrêter à cette suppression de crédit devenue définitive par la seule complaisance du Sénat, mit cependant fin à la longue vacance de ce siège en appelant M. l'abbé Oury, aumônier de l'Ecole navale, à Brest. Cet ecclésiastique a reçu, il y a quelques semaines, la consécration épiscopale.

L'affaire semblait donc terminée; M. Jules Ferry, qui ne pouvait, à lui tout seul, rétablir un crédit, obligatoire cependant, avait promis, paraît-il, de pourvoir à l'entretien de l'évêché de la Basse-Terre en prélevant le chiffre légal du traitement qui lui est dû sur certains chapitres du budget de la marine. C'est par ces promesses que le cabinet avait réussi à obtenir l'adhésion du Saint-Siège, nous voulons dire l'institution canonique pour le candidat désigné par le président de la République.

Cette combinaison, dont nous avons signalé jadis le caractère précaire, n'aurait elle pu être mise en pratique? Le cabinet Brisson aurait-il refusé de tenir les promesses du cabinet précédent? Nous ne savons. Mais un ancien collègue de Mgr Oury, un aumônier de la flotte, que nous avons tout lieu de croire parfaitement renseigné, nous affirme que le nouvel évêque de la Basse-Terre refuse de partir pour la Guadeloupe tant que ces difficultés nouvelles, si faciles à prévoir, n'auront pas reçu une solution définitive et satisfaisante. C'est fort bien.

Il y a de la dignité des évêques français. L'avoir lui-même y est intéressé; si ce coup de mauvais foi réussissait contre le titulaire de l'évêché de la Basse-Terre, il n'y aurait aucune raison qui empêchât la Chambre de le renouveler, à l'occasion, au préjudice des évêques vacants.

Mais n'eût-il pas été plus simple de ne nommer un évêque à la Basse-Terre qu'à avoir tranché le litige soulevé par l'intolérance des sectaires du Parlement? Comment a-t-on pu croire à des promesses, à un compromis émanant d'un cabinet républicain? Et si le cabinet lui-même était sincère, pourquoi n'a-t-il pas exigé que le Parlement revint sur son vote antérieur, en adoptant, au besoin, un crédit supplémentaire destiné à corriger une décision aussi impolitique que déloyale?

Décidément, une situation nette est toujours préférable.

Faits divers

Le drame de la rue Beauregard. — Ce matin, à dix heures, un drame terrible s'est passé 54, rue Beauregard, à l'hôtel Léon. Dans cette maison demeure une fille

Leconn, que son amant, Louis Bérin, chaussonnier, rue des Vergers, 18, à Belleville, avait, pour un motif que nous ignorons, fait arrêter. Cette fille, ayant refusé de le suivre en sortant de prison, il tira un revolver; mais devant la menace de le faire arrêter, il dissimula ses intentions et la suivit jusqu'à la rue Beauregard, où il monta la trouver dans sa chambre; fermant la porte brusquement, il saisit un couteau de cuisine et la lui plongea dans la poitrine. L'arme perfora le poulmon; la victime fut transportée dans une pharmacie de la rue des Petits-Carreaux et de là à l'hôtel-Dieu.

La blessure mesure cinq centimètres, et l'on attend de minute en minute la mort de la malheureuse fille.

Quant à l'assassin, il a pris la fuite et n'a pu encore être découvert.

Un trésor sous des pierres. — Au numéro 115 de la rue de Valenciennes existe une maison, ou plutôt une sorte de cité, dont le fond est occupé par un lavoir. Dans la cour de ce lavoir, se trouvait de temps immémorial un tas de pavés et de gravats qui servait de terrain aux jeux des enfants de la cité. Hier, trois gamins, en déplaçant un pavé, trouvèrent quatre ou cinq pièces de vingt francs, qu'ils coururent, tout joyeux, porter à leurs parents. Il est presque inutile de dire qu' aussitôt l'amas de pierres fut bouleversé de fond en comble et, finalement, les recherches amenèrent la découverte successive d'une trentaine de louis.

Cet argent fut scrupuleusement remis entre les mains du commissaire de police. On croit que cette somme aura été placée dans cet endroit par quelque malfaiteur.

Un enlèvement infidèle. — Sous ce titre, nous avons raconté dans notre numéro du 28 août, qu'un nommé Stamé, caissier de M. Pombia, entrepreneur à Saint-Ouen, avait été arrêté pour un vol commis au préjudice de son patron, et qu'à la suite de cette arrestation sa maîtresse avait tenté de se suicider.

Hier, cette malheureuse est morte des suites de sa tentative, laissant dans son domicile et dénué de tout, son fils René, âgé de trois ans.

Il est probable que M. Michel, commissaire de police du quartier dans lequel se produisit ce triste incident, va se trouver dans la nécessité de faire conduire le petit René aux Enfants-Assistés.

En enlèvement des prunes. — Hier, un vieux propriétaire de Chaville, M. H..., était grimpé sur une échelle et cueillait des prunes dans son jardin, lorsqu'un échelon s'étant brisé, le pauvre homme se précipita d'une hauteur de trois mètres sur le pavé. Dans sa chute, il se brisa la colonne vertébrale, et quelques instants après, il rendait le dernier soupir.

Les odeurs de Paris. — Depuis quelques temps, le quartier recevait des plaintes quotidiennes contre les boueuses, les filles de mauvaise vie qui infestent Anteuil et le Point-du-Jour.

Ce quartier, jadis si désert, est peu à peu devenu un des endroits les plus animés de Paris excentrique.

On n'y avait que quelques restaurateurs à peine achalandés, avec quelques tables s'étendant au-dessus de la porte, quelques chevaux de bois et jeux de toute espèce.

Il y a quatre ans, cela ne dépassait pas le viaduc. Mais à présent les baraques des forains atteignent les premières maisons de Billancourt. Et, toute la semaine, principalement les dimanches et jours de fête, les bateaux-mouches amènent à cette fête continue une foule de promeneurs qui ne demandent qu'à s'amuser. Depuis quelque temps les boueuses y exploitent les naïfs, croyant n'avoir rien à craindre de la police, puisqu'ils se tenaient hors des fortifications.

tantôt de guipures hautes, tantôt de rubans ou de velours portés en collier de chien.

Hauture moyenne, corps plutôt maigre et d'aspect quelque peu chétif. Épaules peu larges et poitrine fort peu développée; l'at-tache des seins très basse. Taille longue et fine, hanches pas très accentuées.

Mains maigres et longues, les os très saillants aux poignets; pieds petits.

Voix douce, élocution rapide et pressée. Ecriture fine et allongée, orthographe à peu près irréprochable.

Aspect d'une femme élégante et distinguée, aimant la toilette réservée d'ailleurs dans ses manières, dans sa tenue et dans son langage. Affectée de rhumatismes, de sciatique, souffrant d'insomnies, de migraines, de névralgies faciales intenses. Très nerveuse, irritable, mal équilibrée, facile à influencer au moral. De religion catholique, d'une grande ferveur au point de vue des pratiques pieuses, n'observant le jeûne que le jour du vendredi saint et n'assistant à la messe qu'aux jours de grande fête.

Elle aurait, à différentes reprises, travaillé dans des maisons de modes où son goût était fort apprécié.

DÉPARTEMENTS

Rhône. — Un vol a été commis au Crédit lyonnais par un employé, le nommé C., originaire de Moulins.

C. était attaché aux bureaux de Lyon et remplissait les fonctions de chef de guichet.

Les détournements se montent d'un côté à 59,000 francs, et de l'autre à 1,600 francs.

Pour voler les 59,000 francs, dit le *Lyonnais*, il faut le payer à la caisse des coupons qui ne lui étaient pas remis et dont il faisait crédit un compte ouvert au nom de son oncle.

Il retirait ensuite la somme en apposant sur les reçus la fausse signature de son oncle.

Pour les 1,600 francs, il les a obtenus en percevant des droits de garde sur des titres déposés dans les caisses du Crédit lyonnais; il avait soin, naturellement, de ne pas les remettre à la caisse.

L'administration du Crédit, ayant appris que C. faisait des dépenses exagérées, conçut des soupçons sur cet employé, et, afin de vérifier les écritures qui lui étaient confiées, l'envoya en déplacement.

C., s'apercevant qu'on faisait des recherches, donna sa démission et partit du Crédit avec le certificat qu'on délivre ordinairement aux employés.

Il se rendit à Anvers, d'où il a dû s'embarquer, le 15 ou le 16 août, sur un paquebot belge à destination de New-York sans escale.

Il occupait la cabine 7 et s'était fait inscrire sous le nom de Louis Maurel.

Une lettre qu'il écrivait à sa femme sous le couvert d'un des parents l'a fait découvrir. Des télégrammes ont été envoyés en Amérique et le faux Maurel a été arrêté à l'arrivée du paquebot.

Des démarches sont faites à l'heure qu'il est pour obtenir son extradition.

Var. — Toulon, 3 septembre, 5 h. 50 soir. — On a enregistré, depuis ce matin 6 décès cholériques, dont 1 dans les faubourgs, plus 3 à Saint-Mandrier, et 1 à Thoronet; ce dernier décès est celui d'un émigrant de Toulon.

Hôpital Saint-Mandrier: 13 entrées, 7 guérisons, 3 décès; 100 malades en traitement.

Hospices civils: 4 entrées, 1 guérison, 1 décès, 36 malades en traitement.

Il y a toujours beaucoup de malades, mais les médecins constatent cependant une amélioration sensible.

Bouches-du-Rhône. — Marseille, 3 septembre. — L'état civil a enregistré aujourd'hui 54 décès, dont 12 cholériques. Il y a eu au Pharo: 3 entrées, 9 guérisons, pas de décès; 55 malades restent en traitement.

VARIÉTÉS

UN COMMISSAIRE PRÈS LE THÉÂTRE-FRANÇAIS

M. LOKROY

Au lendemain de la Révolution de 1848, le gouvernement provisoire procéda à la répartition (le mot n'était pas encore à la mode, mais le système existait déjà), des fonctionnaires du régime tombé. Sa sollicitude s'étendit sur le Théâtre-Français, et un arrêté du 2 mars destina M. Buloz, administrateur de ce théâtre, M. Lokroy, qui comptait beaucoup d'amis dans le monde républicain, et qui, après avoir été comédien, était devenu un auteur dramatique fécond et applaudi, fut nommé commissaire du gouvernement par ce même arrêté dont voici le texte:

« République française.
Ministère de l'intérieur, direction des Beaux-Arts.
Au nom du peuple,
Le citoyen, membre du gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,
Vu le vœu exprimé par les sociétaires

du théâtre de la République de rentrer sous le régime du décret du 15 octobre 1812, combiné avec les dispositions de leur acte social du 27 germinal an XII, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à une organisation définitive,

Arrête:

Article 1^{er}. L'ordonnance du 29 août 1847 est abrogée;

Art. 2. Les dispositions du décret du 15 octobre 1812 sont remises en vigueur;

Art. 3. M. Lokroy (Joseph-Philippe-Simon) est nommé provisoirement aux fonctions de commissaire du gouvernement auprès du théâtre de la République, en remplacement de M. Buloz.

Paris, le 2 mars 1848.

Signé: LEBRU-ROLLIN.

Pour ampliation:

Le secrétaire général du ministère de l'intérieur,

JULES FAVRE. »

Il est inutile d'entrer dans l'examen comparé du décret de 1812, plus connu sous le nom de « décret de Moscou », et de l'ordonnance de 1847. Il suffira de dire que cette ordonnance, contresignée par M. Duchatel, avait pour effet d'augmenter singulièrement les pouvoirs de l'administrateur au détriment de ceux des sociétaires. Il était naturel que ceux-ci profitassent de la Révolution pour reconquérir leurs anciennes franchises. On ne peut, d'ailleurs, se rendre compte des effets qu'aurait pu produire l'ordonnance royale. Mise en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1848, elle n'eût que deux mois d'existence.

Nommé le 2 mars, M. Lokroy était révoqué le 12 octobre par M. Senart, le jour même où ce ministre tombait avec le cabinet dont il avait fait partie.

Vivement ému de cette brusque mesure, M. Lokroy essaya vainement d'en connaître les motifs.

Le 29 janvier 1849, il adressait au ministre de l'intérieur, qui était alors M. Léon Faucher, une lettre qui trahit la douleur et l'indignation d'un honnête homme injustement frappé. Nous reproduisons cette intéressante protestation:

« Monsieur le ministre,

Un arrêté en date du 11 octobre dernier, dont l'application ne m'a jamais été adressée, me révoquait inopinément de mes fonctions de commissaire du gouvernement près le théâtre de la République.

Une lettre d'avis de M. le directeur des Beaux-Arts, datée du jeudi 12 et reçue le vendredi 13, à trois heures du soir, en m'apprenant ma destitution, me prévenait que mon successeur serait installé le lundi 16.

Le premier acte de M. Dufaure, dès le lendemain de son entrée au ministère, fut de suspendre l'exécution de cet arrêté jusqu'à plus ample informé. On ne me donna point de successeur.

M. Bazenerrie fut désigné pour remplir provisoirement mes fonctions.

Les choses en sont encore là aujourd'hui.

Je suppliai, à cette époque, M. le ministre, s'il ne pouvait examiner lui-même cette affaire, de vouloir bien ordonner une enquête. Je la réclamai avec instance. M. Desmazures, chef du cabinet, me répondit qu'on ne pouvait me la refuser; que, dès que la commission des théâtres serait constituée, cette affaire serait une des premières dont elle aurait à s'occuper.

Je m'en suis fié à cette promesse, gardant dans la presse et vis-à-vis du public le silence le plus absolu.

Mais plus de trois mois se sont écoulés depuis la décision prise par M. Dufaure. Je ne me plains point d'avoir été oublié, mais je vous conjure, monsieur le ministre, avant qu'une décision soit prise à l'égard du théâtre de la République, de vouloir bien saisir la commission de l'examen des faits, de me faire comparaître devant elle pour y rendre compte de mon administration.

La mesure qui m'a frappé n'a pas de précédent à la Comédie-Française. Ma probité, mon honneur sont en cause; ils peuvent être soupçonnés. Je vous supplie, donc, monsieur le ministre, de ne pas me laisser plus longtemps dans cette douloureuse position.

C'est avec une entière confiance dans votre justice que j'ai l'honneur d'être, monsieur le ministre, votre très humble serviteur,

LOKROY,

Rue du Rocher, 43.

Paris, le 29 janvier 1849. »

La commission des théâtres devant laquelle M. Lokroy demandait à comparaître avait été constituée par un décret du général Cavaignac, chef du Pouvoir exécutif et contresigné par M. Dufaure, ministre de l'intérieur, le 29 octobre 1848.

Elle était appelée à donner son avis au

ministre sur toutes les affaires relatives aux théâtres, et principalement:

1^o Sur toutes les questions de législation et d'administration;

2^o Sur l'exécution des cahiers des charges, traités, statuts et arrêtés concernant les théâtres subventionnés par l'Etat;

3^o Sur l'exécution des lois, ordonnances et arrêtés relatifs aux théâtres;

4^o Enfin, sur toutes les mesures relatives aux théâtres que le ministre de l'intérieur jugerait convenable de lui déléguer.

Elle était ainsi composée: MM. Bixio, représentant du peuple (vice-président de l'Assemblée nationale, remplissant les fonctions de président); Baroche, Altaroche, Ed. Charton et Léon Gérard, représentants du peuple; Saint-Marc Girardin, Mérimée, Halévy, membres de l'Institut; Germain Delavigne, Alex. de Longpré, hommes de lettres; Gombaud, homme de lettres, directeur de l'Ecole municipale de François I^{er}; Ed. Monnaix, commissaire du gouvernement près les théâtres lyriques; Perrot, ancien chef du bureau des théâtres à la division des Beaux-Arts, inspecteur général des prisons.

M. Lassalaki, sous-chef du bureau des théâtres à la division des beaux-arts, était secrétaire de la commission.

Cette commission présentait toutes les garanties de lumière et d'impartialité que l'on pouvait souhaiter. Mais son rôle était purement consultatif. Elle n'avait point d'initiative. Elle ne pouvait se prononcer sur les questions qui lui étaient soumises par le ministre. Or, le ministre, à cette époque d'agitations parlementaires, de crises toujours menaçantes, avait peu de loisir pour s'occuper des théâtres. La lettre de M. Lokroy ne paraît donc avoir produit aucun effet.

Aussi trois mois plus tard écrivait-il une « note » très détaillée, un véritable mémoire justificatif, que nous avons sous les yeux et qui contient, avec l'histoire de son administration, des appréciations très curieuses sur les causes qui avaient amené sa révocation. Nous analyserons avec quelque étendue ce document inédit qui est une page intéressante de l'histoire du Théâtre-Français. M. Lokroy y plaide sa propre cause; mais on n'en saurait pour cela suspecter la sincérité. Les chiffres qu'il produit, les faits qu'il rapporte sont en eux-mêmes indiscutables et les conséquences qu'il en tire paraissent fondées. On doit avoir d'autant moins de scrupule à faire la lumière sur cet épisode oublié de l'histoire de la Comédie-Française, que la pièce dont on se propose de donner des extraits est tout à l'honneur de celui qui l'a écrite sous une impression de fureur et de révolte légitimes.

LÉCLUSE.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Rejet du pourvoi de Pel

La cour de cassation a rejeté le pourvoi de Pel, condamné aux travaux forcés à perpétuité par la cour d'assises de Seine-et-Marne.

Les amours d'un diplomate japonais

Les débats du procès de Jeanne-Marie Lorette, poursuivie pour assassinat de M. Sakurada, chargé d'affaires du Japon en Hollande, dont elle était la maîtresse, viennent de commencer devant la cour criminelle de La Haye.

Voici, d'après l'acte d'accusation, quelques détails précis sur cette affaire, dont le retentissement a été considérable:

Jeanne-Marie Lorette est née à Molenbeck-Saint-Jean, près de Bruxelles, le 8 juin 1864. A quinze ans, elle perdit sa mère, et son père, deux ans après, l'emmena. La jeune fille avait reçu une bonne éducation; c'était une musicienne distinguée, elle donna des leçons de chant et de piano et parvint ainsi assez rapidement à gagner environ 700 francs par mois.

C'est cet argent, au mois de mars, qu'elle a fait la connaissance de M. Sakurada, chargé d'affaires du Japon près des cours de Belgique et des Pays-Bas. A cette époque, elle avait été déjà la maîtresse d'un homme âgé, du meilleur monde, dont elle a même eu un enfant mort-né.

M. Sakurada, dont le fils était en pension à Bruxelles, résidait le plus souvent dans cette ville; mais, en 1883, ayant été accrédité uniquement pour la Hollande, il se vit contraint d'aller s'installer à La Haye. Là, l'idée lui vint d'appeler Marie Lorette auprès de lui « comme sa maîtresse et en même temps comme professeur ». Il fit part de son projet à un de ses amis d'Anvers, M. de Man, qui, connaissant Marie Lorette, ne crut pas devoir le détourner d'y donner suite.

Il paraît que Marie Lorette « se contenta de la promesse qu'on lui donnaient le logement, la nourriture et un traitement mensuel de 3 à 400 francs. » Peu de temps après, la jeune fille partit pour La Haye,

temps les deux amis. La légende ne parle que d'un incendie!

— Ah! reprit le vieillard, plutôt à Dieu qu'il ne fût question que de cela; car d'un incendie on peut toujours en revenir, tandis que de la mort!... Et si par ma faute, notre petite princesse allait nous être enlevée!

— Trêve de naïvetés! s'écria le comte devenu affreusement pâle. J'ai reçu des ordres précis, et je vous apporte une petite somme destinée à la mise en scène d'*Othello*, car nous voulons un spectacle hors ligne.

Le comte avait débité son petit discours avec beaucoup de volubilité, espérant triompher des scrupules du régisseur. Mais celui-ci ne faisait pas mine de vouloir céder, et ayant prié ces messieurs de l'attendre, il passa dans la pièce voisine, d'où il rapporta, quelques instants après, un gros livre relié en cuir. Puis, élevant le bouquin au dessus de sa tête, avec un effet scénique des mieux réussis:

— Messieurs, je jure sur mon honneur que tout ce que contient ce livre n'est que la pure vérité, et posant le volume sur la table d'un air prophétique, il continua: Voici la chronique du théâtre, écrite successivement par le souffleur, depuis cent vingt ans. On y voit la date des différents événements d'*Othello* et les douloureux événements qui s'ensuivirent.

— Lisez, lisez! dit le baron que les étranges façons du vieillard intéressaient vivement.

— Si ces messieurs voulaient bien me prêter leur attention, répondit le régisseur, je leur raconterais une histoire qui n'est pas dépourvue d'intérêt et qui pourrait servir de préface à la lecture de la chronique.

où M. Sakurada l'installa dans un appartement du numéro 6 de la Wite de Withstraat, puis dans une petite maison du chemin du Canal à Scheveningen. Tous ses anciens voisins ont fourni sur sa vie privée les renseignements les plus favorables. Ils déclarent qu'elle ne recevait que M. Sakurada. Cependant, en mars 1885, une rupture entre Mlle Lorette et le chargé d'affaires devint imminente.

Un témoin, nommé Posty, déclare que Jeanne Lorette, lors d'un voyage à Bruxelles, lui a dit qu'elle se sentait profondément malheureuse et qu'elle pensait souvent au suicide. Elle voulait savoir si on pouvait se tuer en s'ouvrant les veines du poignet et de quelle façon on pouvait disposer de son bien.

D'autre part, M. Sakurada écrivait à un de ses amis que sa maîtresse devenait insupportable; la somme de trois à quatre cents francs qu'il lui allouait par mois était plus que doublée et de jour en jour elle exigeait davantage.

Des pourparlers auxquels M. de Man fut activement mêlé s'engagèrent entre les deux amants, et une séparation fut décidée, paraît-il, moyennant le versement, par M. Sakurada, entre les mains de la jeune fille, d'une somme de 3,000 fr.

Quoi qu'il en soit, M. Sakurada donna des ordres à la concubine d'être plus discrète, dans le cas où il l'abandonnerait, de se tuer après avoir épuisé l'affaire.

On a trouvé à son domicile une enveloppe rose contenant une lettre datée du 8 mars et adressée à M. Posty. Cette lettre était une sorte d'adieu.

C'est encore sous l'influence d'idées de suicide que Jeanne se rendit le jour suivant (9 mars) chez le docteur Peeters et le pria, mais vainement, de lui faire une forte saignée. Elle espérait, a-t-elle dit depuis, pouvoir arracher le baume et provoquer ainsi une hémorragie mortelle.

M. Sakurada résolut de se soustraire par la fuite aux obsessions de sa maîtresse, car il n'était pas rassuré, bien qu'il eût dit, le 13 mars, en apprenant que Mlle Lorette avait acheté un poignard: « Pas peur! C'est pour faire peur moi! Moi, donner 3,000 fr. Elle veut encore de l'argent! »

Le départ de M. Sakurada exaspéra la jeune fille; elle fit des recherches et apprit que son amant était parti pour Gouda en compagnie de son jeune frère. Elle courut l'y rejoindre, et M. Sakurada consentit à aller passer la nuit avec elle à Rotterdam.

A Rotterdam, ils descendirent à l'hôtel de Hollande, où Jeanne Lorette, sous le nom de Sarah, réunit une chambre pour elle et une chambre pour son frère. L'une de ces chambres contenait deux lits; elle en prit possession; puis elle expédia son frère à Scheveningen, sous prétexte de commission à faire.

Elle-même se rendit à la poste avec M. Sakurada pour faire charger une lettre à l'adresse de son père.

Voici le texte de cette lettre:

Recommandé pour la somme de 1,900 francs.
Monsieur Lorette (Jean), 214, rue Ribaumont-Molenbeck-Saint-Jean, Bruxelles (Belgique).

Cher père,
Je t'envoie mille neuf cents francs, mon héritage. Adieu, mon cher père, viens vite, ta fille n'est plus.

Donnez 50 francs à Posty et venez à Scheveningen chercher mes meubles et habillements.

Adieu, tous.
Adieu, mon frère.
Adieu, Posty, monsieur et madame.
Adieu.

J'envoie ceci de Rotterdam.

Cependant le jeune frère de Mlle Lorette revint à Rotterdam dans la soirée, et il raconta que, le matin, il était arrivé chez sa sœur une lettre du commissaire de police lui demandant à son bureau. Cette nouvelle l'irrita fort la jeune fille, qui attribua immédiatement aux sollicitations de son amant l'intervention de la police. Une discussion s'engagea à ce sujet entre elle et M. Sakurada dans la salle commune de l'hôtel, où le couple demeura jusqu'à onze heures.

C'est ainsi, suivant l'accusée, que, insensiblement, prit naissance dans son esprit l'idée d'associer à son suicide le meurtre de son amant. Elle se rendit alors dans la chambre de son frère et écrivit au crayon le billet suivant:

Je me tue et je tue aussi cet homme qui est un misérable égoïste.

Nous sommes nous, Européennes, civilisées et instruites, et on ne nous humilie pas impunément.

Avais Japonais hypocrites et lâches.

Je désire le moins de bruit possible pour tous deux: c'est ma mort.

Adieu tous ceux qui m'ont aimée, cher père, chère sœur et cher frère. Pardonnez-moi.

Cela fait, elle passa la majeure partie de la nuit avec Sakurada, et, vers cinq heures du matin, lui tira un coup de revolver à la tempe. Elle tourna ensuite l'arme

contre elle-même; mais il paraît que le coup ne partit pas; alors elle saisit son poignard, qui se trouvait sans gaine sur la table de nuit, et se fit plusieurs entailles aux poignets.

Ces blessures n'eurent nullement mis ses jours en danger. Quant à M. Sakurada, transporté à l'hôpital, il y mourut le jour même dans l'après-midi.

Jeanne Lorette fut amenée auprès du lit de sa victime, et là, au milieu des larmes et des sanglots, elle s'écria à plusieurs reprises: « Pitié! Pitié! Pardon! Je suis une misérable!... Il est mort! C'est moi qui l'ai tué: je suis une misérable! »

Nous ferons connaître le dénouement de cette affaire.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Les Véritables Pâtes Benzoliques

Rocher obtiennent des succès dans le traitement de la Gravelle, Coliques, Névralgies, Rhumatismes, Douleurs névralgiques, Catarrhe vésical, Cystite, Prostatite, Néphrites et Coliques néphrétiques, Bicarbonate, Retention, etc., et les nombreuses attestations contenues dans la brochure sur les *Maladies de la Vessie*, des *Reins* et des *Voies urinaires* en font foi. Ce travail intéressant est remis ou envoyé franco contre 1 fr. mandat adressé à M. ROCHER, pharmacien, 1, rue Perrée, Paris. — Le flacon de 60 Pilules Rocher coûte 5 fr. — Dans toutes les pharmacies.

Nous recommandons à nos lecteurs un ouvrier chauffeur qui a été employé à ce titre pendant cinq ans dans les compagnies de Paris-Lyon-Méditerranée et de l'Est et pendant un an à l'usine Farci. Il est aujourd'hui sans place et désire trouver un emploi en rapport avec ses aptitudes. Il fournira de bonnes références.

S'adresser au bureau du Journal.

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir, aux Variétés, pour la réouverture, première représentation du *Naufrage* de M. Godet, vaudeville-pantomime en trois actes et huit tableaux, de MM. Ernest Blum, Raoul Toché et Hanlon-Les Frères:

Kediva	MM. Léonce
Gaston	Lassonche
Godet	Montrouge
Dupont	Blondelet
Micoult	Roux
Garrigou	Courcelles
Le Docteur	Angely
Clabac	Corbières
Tom	Edouard
Dick	Frédéric
Miss Ella	Ch. Carle
Blackfort	Jones
Crakson	Edwards
Chouberski	Walton
Garde champêtre	Hawkins
Emmeline	Mmes Buisson
Julia	Megay

On commencera à sept heures et demie par le *Gazier*, vaudeville inédit en un acte, de MM. Blum et Toché.

Le *Naufrage* de M. Godet à huit heures et demie précises.

La reprise du *Rot Va dit* a été, hier soir, très brillante à l'Opéra-Comique. La saison s'annonce donc sous les plus heureux auspices à la salle Favart.

En répétitions depuis hier:

1^o Au Palais-Royal, les *Noies d'un ré-serviste*, de MM. Chivot et Duru. La pièce a été vue avant-hier, comme nous l'avons dit. Hier, on a collationné les rôles et on a mis en scène le premier acte.

La pièce nouvelle de MM. Duru et Chivot est toute militaire.

On a repris hier, au Théâtre-Cluny, les répétitions de *Mon oncle*, la comédie-bouffe en trois actes de MM. Paul Burani et Maurice Ordonneau, qui furent interrompues par la clôture annuelle.

Les interprètes sont MM. Mesmacker, Lacombe, Moch, Guyon fils, Loberty, Mmes Aubry, Goubis, Lunville et une actrice qui n'est pas encore choisie pour le rôle de Mistigrette.

Mon oncle succédera à 115, rue Pigalle.

Le drame de Mme Céleste Mogador de Chabran, *Pierre Pascal*, va être repris à Beaumarchais, sous la direction de M. Damiens, qui compte l'emporter en province et faire une tournée avec cette pièce.

Mme la comtesse Céleste Lionel de Chabran, en attendant, publie son drame, qu'elle a retouché, et le fait précéder d'une préface.

Brillante soirée de réouverture, samedi dernier, au concert de l'Epoque, où l'habile directeur, M. Davezin, a su réunir une troupe qui fait chaque soir les délices du quartier de la Bastille.

Les chansonnettes interprétées par Mmes

Marguerite, Rosa Katy, Huart, Erard, et MM. Faivre, Guichard, Bonnet, Maty, Curbat, les exercices acrobatiques de la famille Rammy et la petite pièce du répertoire du Palais-Royal qui termine la soirée, forment un programme fort attrayant et constituent, dans ce quartier peu favorisé sous le rapport des spectacles, une attraction très agréable.

A l'hippodrome, grand succès pour la troupe Stebbing.

La pantomime *Au Congo* sera donnée dimanche en matinée.

G. DORANTE.

HOTEL CONTINENTAL

MENU

DU DINER DU 4 SEPTEMBRE

Potage parmentier
Hors-d'œuvre variés
Saumon sauce crevettes
Pommes nature
Beuf braisé à la bourgeoise
Côte de homard à l'indienne
Poulardes de la Flandre
Salade
Haricots verts panachés
Pudding de Francfort au sabayon
Bûches aux vanilles
Fruits et desserts variés
Mélée en carafes

CAVES DE L'HOTEL CONTINENTAL
3, rue de Castiglione, Paris

Vins fins et spiritueux de toutes qualités
Vins ordinaires:
En bouteilles 1 15, 1 25 1 50, 1 75 (verre compris)

En barrique à domicile dans Paris: 225, 250, 275, 300

Vin d'office:
La barrique franco à domicile 180 francs et 1 franc la bouteille.

Livraison immédiate dans Paris.
Expédition par caisses ou paniers assortis.

CHAMPAGNE: GEORGE GOULET

LA PATRIE est distribuée chaque jour à tous les voyageurs de l'HOTEL CONTINENTAL.

MAISONS RECOMMANDÉES

E. Maître, graveur, 4,

